

pour une politique ouvrière

JOURNAL DE L'UNION DES CERCLES POUR UNE POLITIQUE OUVRIÈRE, ASSOCIÉ À L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Le 22 novembre, à Berne, a été constitué un

Comité ouvrier pour le NON à la libre exploitation des personnes

Une déclaration a été adoptée, et, depuis lors, plus de 100 travailleurs, militants du mouvement ouvrier et jeunes ont rejoint le comité national

Aux abonnés et aux lecteurs du *Journal*

Le bureau du Comité national pour le NON à la libre exploitation des personnes, réuni le 9 décembre à Lausanne, a décidé de publier un argumentaire pour nourrir la campagne pour le NON, le 8 février 2009, à la reconduction de l'accord sur la prétendue «libre circulation des personnes».

Le Journal soutient le comité, et mène pleinement la campagne avec les militants qui se reconnaissent dans la déclaration.

C'est pourquoi nous avons décidé, pour notre 300ème numéro, d'encarter intégralement l'argumentaire du comité dans nos pages.

Nous invitons vivement tous les lecteurs du *Journal* à signer, faire signer et à retourner au comité la déclaration encartée dans ce numéro.

Vous trouverez également dans ces pages une correspondance de *Socialist organizer*, organisation de travailleurs des Etats-Unis affiliée à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, publiée suite à l'élection présidentielle.

Pour le *Journal*, Max Robert

ABONNEZ-VOUS!

Je choisis la formule suivante

- Abonnement au *Journal* de l'UCPO: 30.- / 50.- / ... *
10 numéros (pli fermé)
- Abonnement combiné au *Journal* de l'UCPO et à *Informations Internationales*:
50.- / 80.- / ... *
10 numéros (pli fermé) et envoi bi-mensuel d'*Informations Internationales* par courrier électronique
- Adhésion comme membre souscripteur avec abonnement au *Journal* de l'UCPO
et à *Informations Internationales*: à 100.- / 150.- / 200.- / ... *
10 numéros (pli fermé) et envoi bi-mensuel d'*Informations Internationales* par courrier électronique
- Je verse ma contribution en une fois / par semestre / par trimestre / par mois *

Nom, prénom.....

Adresse.....

Email.....

NPA, Localité.....

Date..... Signature.....

* soulignez ce qui convient

Talon à envoyer à: UCPO, case postale 1, 1211 Genève 28

Versements: CCP 12-67458-3

Le peuple exige le changement, ils doivent

Dans tout le pays, par centaines de milliers – peut-être même par millions – les gens sont spontanément descendus dans la rue dans la nuit du 4 novembre pour fêter l'élection du premier président noir du pays.

(...) C'est une élection historique non parce que l'élection du premier Président noir de cette nation signifie la fin de l'oppression raciste dans ce pays, mais parce que des millions de Noirs, de Latinos, de jeunes et de travailleurs de toutes origines se sont saisis de cette élection pour dire : assez, il faut en finir avec le racisme et l'oppression maintenant. Dans le contexte de la crise économique qui s'aggrave, l'élection a retenti comme l'immense clameur des travailleurs de toutes origines : nous ne pouvons accepter la destruction de nos emplois, de nos maisons, de nos services publics et de nos quartiers – nous ne sommes pas responsables de cette crise, qu'on ne nous la fasse pas payer !

Partout dans le pays, les jeunes, surtout les jeunes Noirs, ont dit aux reporters de la radio et de la télévision que c'était la première fois qu'ils votaient parce qu'ils avaient l'impression que leur vote pouvait compter. C'est un jeune Noir de Harlem à New York, interviewé sur Democracy Now, le 4 novembre qui a le mieux exprimé les aspirations de millions de Noirs quand il a dit : « Avec Obama, tout va changer. Nous serons enfin libres et égaux. Nous allons enfin retrouver notre dignité. »

Bruce Dixon, rédacteur en chef de Black Agenda Report, a écrit dans son dernier éditorial intitulé, « Encaisser le chèque signé par Obama » :

« Le premier Président Noir apporte avec lui dans le Bureau ovale les espoirs, les rêves et les aspirations de beaucoup de gens qu'il ne rencontrera jamais, mais qui pensent connaître ses motivations et ses in-

tentions. Bien que tout cela n'ait pas figuré sur le bulletin de vote et ait été largement évité dans les discussions par les médias et les candidats eux-mêmes, les dizaines de millions qui ont voté Obama l'ont fait essentiellement parce qu'ils veulent la fin de la guerre. Ils veulent voir diminuer le budget militaire et les chiffres de la population carcérale. Ils veulent l'instauration d'un système de santé fondé sur le salaire différé. Ils veulent une économie plus juste et ils étaient fortement opposés au plan Bush – et Obama – de sauvetage de Wall Street.

Pour reprendre les célèbres paroles de Martin Luther King, leurs espoirs de justice sociale et économique dans le pays et de paix à l'extérieur ressemblaient à un énorme chèque au porteur qui aurait dû être payé depuis longtemps. Voilà le changement auquel ces électeurs ont cru, voilà ce qu'ils attendent. » (BAR, 6 Novembre 2008)

Le « consensus national » est-il dans l'intérêt des travailleurs ?

Dans son discours d'acceptation de Chicago, Barack Obama a parlé de la nécessité de l'unité nationale entre les riches et les pauvres, entre un « Wall Street » [quartier des affaires et des banques – Ndlr] « prospère » et une « Main Street » [Grand Rue, équivalent de la population – Ndlr] « revitalisée ».

Les dirigeants capitalistes qui possèdent et contrôlent la majeure partie de la richesse de ce pays s'inquiètent et craignent que l'immense vague de Noirs, d'Hispaniques, de familles ouvrières de toutes couleurs qui a porté Obama au pouvoir soit trop difficile à contenir et à ramener sous le contrôle de la classe dominante. Ils ont applaudi bien fort l'appel d'Obama au « consensus national » entre ouvriers et patrons, entre riches et pauvres mais, à

leur manière, ils comprennent qu'il risque de ne pas être facile d'intégrer les travailleurs et toutes les nationalités opprimées et de leur faire accepter « des solutions communes » avec les patrons.

Pour les sommets du patronat, le « consensus national » signifie que les organisations de la classe ouvrière doivent renoncer à leurs exigences et à leurs intérêts particuliers au nom de l'« unité nationale » et du « bien commun ». Ce qui veut dire renflouer les capitalistes et ne pas répondre aux besoins urgents des travailleurs et de tous les opprimés.

Ce qui explique leur effort, entrepris dès que les résultats ont été annoncés le 4 novembre, pour presser le peuple américain de « réduire ses espérances ».

Obama lui-même a lancé cet avertissement : « *Le chemin sera long et la montée sera rude. Une année n'y suffira peut-être pas, peut-être même pas les quatre ans d'un mandat.* »

Leon Panetta, ancien directeur de cabinet de Bill Clinton, à la Maison Blanche l'a exprimé en ces termes : « *Nous avons encore à payer deux guerres et des centaines de milliards de dollars qu'il faut déboursier pour fluidifier l'économie. Il va falloir que le nouveau président mette le pays sur la voie de la discipline fiscale (...). Cela signifie qu'il faut revenir sur la plupart des initiatives pour lesquelles le candidat sorti vainqueur a fait campagne.* » (San Francisco Chronicle, 5 novembre) (...)

Comment aller de l'avant ?

Le pays est confronté à une situation catastrophique. Depuis le début de cette année, ce sont 1,2 million d'emplois qui ont été supprimés et on s'apprête à en supprimer des millions

d'autres. Plus de 2 millions de gens ont vu leur maison saisie ; partout on démantèle les services sociaux et avec la crise économique qui se développe, on sait que des attaques contre les travailleurs vont suivre.

La crise actuelle n'est pas une simple « correction du marché », elle ne résulte pas non plus, comme on veut nous le faire croire, de l'avidité de quelques brebis galeuses égarées au milieu d'un troupeau parfaitement sain. Elle est l'expression de la faillite d'un système économique de « liberté du marché » fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Au lendemain de l'élection, la question de savoir comment aller de l'avant se pose de façon immédiate et urgente.

Pour les capitalistes, la réponse est simple. Il faut sauver les banquiers et les spéculateurs afin de renforcer leurs propres intérêts de classe. Ils ont accueilli avec grande satisfaction l'annonce de la composition de l'équipe des conseillers économiques d'Obama, qui comprend, entre autres, Paul Volker, ancien président de la Réserve fédérale, Warren Buffet, qui a gagné des milliards en spéculant à Wall Street et Lawrence Summers, ancien Secrétaire du Trésor. La liste complète ressemble à un « Who's Who » de la vieille garde des financiers de Wall Street.

Quand il a présenté son équipe de conseillers économiques à Washington, Obama a réitéré son appel au « consensus national » avec Wall Street en déclarant : « *Je sais que nous réussirons si nous mettons de côté la politique et nos intérêts partisans et si nous oeuvrons ensemble comme une seule et même nation.* »

Quelle réponse de la classe ouvrière ?

élection historique :

tenir compte des exigences du peuple

En ce qui nous concerne, Socialist Organizer, nous avons toujours soutenu que la classe ouvrière et la classe capitaliste ont des intérêts diamétralement opposés. Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs doivent posséder leurs propres organisations de classe indépendantes et leur propre expression politique indépendante. C'est pourquoi en tant que partie prenante de l'appel au mouvement ouvrier en vue de la construction de son propre Labor Party, prenant appui sur les syndicats et ouvert à tous les opprimés, nous n'avons pas soutenu Obama, qui était le candidat du Parti Démocrate - un parti du capital. Pas plus que nous n'avons soutenu l'appui donné à d'Obama par les organisations ouvrières.

Cela dit, nous croyons qu'il est très significatif que l'AFL-CIO, qui a constitué un des principaux soutiens de la campagne d'Obama, ait émis une déclaration à la suite de l'élection de celui-ci où elle souligne l'urgente nécessité de promouvoir les intérêts de la classe ouvrière.

Le 5 novembre, John Sweeney, président de l'AFL-CIO, a fait une déclaration, se félicitant de l'élection d'Obama en soulignant le rôle essentiel qu'ont joué les organisations syndicales dans l'élection du candidat démocrate. On pouvait s'y attendre. Mais ce à quoi la presse des milieux d'affaires ne s'attendait pas, c'est la forte insistance de Sweeney, rendue publique au lendemain même de l'élection, pour qu'Obama mette en place dans les 100 premiers jours de la nouvelle Administration une législation en faveur des syndicats et de la classe ouvrière.

Après avoir noté que « l'élection n'est seulement que le premier pas sur la voie des changements que nous avons préconisés », Sweeney poursuit : « Il nous faut des changements adaptés au monde

d'aujourd'hui, qui vont dans le sens des changements économiques visionnaires de Franklyn D. Roosevelt, il y a de cela plusieurs décennies. »

Sweeney ajoute : « Dans l'immédiat, les travailleurs ont besoin d'un plan de redressement économique qui relancera l'économie et remettra l'Amérique au travail. Il nous faut des investissements pour créer de nouveaux emplois en reconstruisant nos routes en mauvais état, nos écoles et nos ponts. »

Sweeney insiste sur la nécessité de créer un système de protection sociale- assurance maladie, système de santé fondé sur le salaire différé pour les « près de 50 millions de personnes qui ne sont pas couverts et pour les millions d'autres qui manquent de couverture adéquate ». Sweeney souligne ensuite l'exigence la plus pressante pour l'AFL-CIO. « Notre priorité essentielle est l'adoption de la loi du "Employee Free Choice Act" (Libre choix du salarié), législation qui rendra aux travailleurs la liberté de négocier pour une vie meilleure. Dans une économie, qui donne beaucoup trop de pouvoirs aux entreprises, une carte syndicale demeure la meilleure garantie d'accéder à la classe moyenne. »

Le Wall Street Journal a publié le 7 novembre un article d'une importance majeure intitulé : « Le mouvement ouvrier veut qu'Obama engage le grand combat. » L'article soulignait que le mouvement ouvrier comptait fortement sur le président élu pour mettre en place "Employee Free Choice Act" (la Loi du Libre Choix de l'Employé), qui donne la possibilité aux travailleurs de se syndiquer dès lors qu'une majorité dans l'entreprise a signé une carte demandant la reconnaissance d'un syndicat, plutôt que le système d'aujourd'hui qui passe par un vote à bulletin secret. Les milieux d'affaires

dont la Chambre de commerce américaine s'y opposent violemment.(...)

Aucun véritable changement n'est possible avec le plan de sauvetage Paulson

Le 3 octobre, Démocrates et Républicains, travaillant main dans la main avec l'Administration Bush, ont procédé à une des plus grandes escroqueries de toute l'histoire des Etats-Unis quand ils ont donné plus de 1 300 milliards de dollars (incluant toutes les sommes données avant le plan de sauvetage du 3 octobre) à ces mêmes banquiers de Wall Street qui avaient fait leurs bénéfices par l'orgie de spéculation sur les prêts hypothécaires.

Les travailleurs ne voulaient pas du plan de sauvetage. Malgré le soutien massif d'Obama, de Pelosi, de John McCain et de George W. Bush et leurs innombrables démarches pour le faire passer, la Chambre des Représentants - sous l'énorme pression exercée par la colère des simples citoyens - a fait échouer la première tentative pour faire adopter le plan de sauvetage. Le vote « NON » a secoué le monde entier.

Il a fallu qu'Obama et Pelosi reprennent leurs démarches, fassent encore plus pression et que le Dow Jones perde 776 points pour que les réticences des députés soient surmontées et qu'ils acceptent de voter contre la volonté de leurs électeurs.

On a dit aux travailleurs que s'ils ne donnaient pas des milliards de dollars aux gros patrons de Wall Street, l'économie allait s'effondrer. Mais même après le vote du plan de sauvetage de Wall Street, l'économie a continué de plonger dans une récession majeure et les marchés financiers sont toujours en chute libre. En fait, même après la victoire d'Obama, les marchés boursiers du monde entier ont brutalement

chuté. (...)

Très peu de temps après le vote du plan de sauvetage, Pelosi et Obama ont lancé un appel pour faire passer cette pilule empoisonnée : ils ont expliqué qu'ils prévoyaient un plan de « relance de l'économie de 200 à 300 milliards de dollars » si le parti Démocrate gagnait les élections présidentielles et obtenait la majorité au Congrès.

Mais le 6 novembre, deux jours après l'élection, Nancy Pelosi est revenue en arrière, pour ne pas changer. Elle a annoncé que compte tenu du déclin de l'économie, il fallait revoir à la baisse la somme allouée pour ce plan. Maintenant, elle parle de 50 milliards, peut-être moins.

En fait, il faut dire qu'avec le plan Paulson et son engagement à sauver les spéculateurs et les profiteurs aux dépens du contribuable américain, il n'est pas possible sérieusement de mettre en œuvre un quelconque plan de création d'emplois, encore moins aucun des autres points du programme promis par Obama comme, par exemple, augmenter le budget de la santé, de l'éducation ou des énergies propres.

Il faut en finir avec le plan de sauvetage Paulson ! Pas un centime de plus pour les spéculateurs !

A l'heure où nous écrivons, une partie seulement des 700 milliards de dollars dévolus aux spéculateurs le

3 octobre a été effectivement payée. Le reste doit être distribué sur une période de six mois ou plus. C'est ce que disait le Financial Times du 7 novembre : « M. Obama héritera d'un plan de sauvetage et de garantie des prêts interbancaires de 700 milliards de dollars. Il n'en demeure pas moins que la mise en œuvre de cette politique n'en est qu'à mi-chemin. M. Obama devra décider comment il faudra remodeler

Le 4 Novembre, une élection historique :

Le peuple exige le changement, ils doivent tenir compte des exigences du peuple

et appliquer le plan de sauvetage. »

Remplir le mandat de l'AFL-CIO, qui est en grande partie repris par les syndicats adhérents à Change to Win, nécessite d'arrêter net le plan de sauvetage de Wall Street. Pas un centime ne devrait aller aux spéculateurs et aux banquiers ! Le pays a besoin d'un plan de redressement en faveur des travailleurs à hauteur du Projet Manhattan qui protège tous les emplois actuels et en crée des millions d'autres. Mais la condition préalable d'un tel plan est d'arrêter et de remettre en cause le plan de sauvetage Paulson en faveur des spéculateurs. Avec l'approfondissement de la crise économique et financière à l'échelle mondiale, il n'y a tout simplement aucune marge de manoeuvre pour que le gouvernement puisse à la fois payer les pertes subies par les spéculateurs au jeu de la spéculation et un plan de redressement économique significatif.

Chaque dollar qui va aux spéculateurs est un dollar de moins pour la reconstruction de l'économie et le retour de millions de travailleurs à une activité salariée. Ces spéculateurs ont joué et perdu. Ce sont des parasites. Il faut confisquer leurs profits. Il ne faut pas se plier à leurs exigences sous prétexte d'"aider Wall Street". Les renflouer ne résoudra pas la crise financière. Au contraire, cela ne ferait qu'accentuer le problème.

Se mobiliser pour exiger le changement

Répondre aux besoins de la classe ouvrière exige de s'opposer à la politique qui fait des immigrés et d'autres secteurs de la classe ouvrière des boucs émissaires, et de mettre un terme à la guerre, afin que les besoins du peuple puissent être satisfaits. La lutte des immigrés sans papiers est une lutte primordiale qui concerne toute la population laborieuse de ce pays.

Des dizaines de milliers de travailleurs immigrés sont raflés partout dans le pays par des fonctionnaires de l'ICE (police des douanes et de l'immigration). Le seul "délit" commis par ces immigrés sans papiers est de travailler dur pour subvenir aux besoins de leur famille. Partout, le gouvernement américain et l'ICE terrorisent et séparent des familles.

Les rafles sont un élément crucial du mouvement réactionnaire qui fait des immigrés les boucs émissaires des problèmes provoqués par un système rongé par la crise : montée de la pauvreté, licenciements, accroissement des inégalités et baisse des salaires. Aujourd'hui, une large coalition de militants pour les droits des immigrés diffuse une pétition à Obama qui dit, entre autres : « *Arrêt immédiat des rafles de l'ICE ! Futur Président Obama, les électeurs hispaniques et immigrés ont réagi à la promesse de changement que vous avez faite à notre nation en votant pour vous dans des proportions inégales. Nous en appelons à vous pour tenir votre promesse et honorer notre soutien en appelant à un moratoire immédiat et sans condition des rafles de l'ICE jusqu'à ce qu'une réforme de l'immigration juste et humaine soit votée et appliquée.* »

Il est urgent que le mouvement ouvrier ainsi que les organisations de militants noirs et d'autres secteurs de lutte reprennent cet appel. De même, pour pouvoir financer les besoins sociaux des gens de ce pays et pour répondre à l'aspiration massive à la paix dans le monde entier, il faut l'arrêt immédiat de la guerre.

Une déclaration récente de l'Assemblée nationale pour la fin des guerres et occupations en Irak et en Afghanistan fait remarquer que la coalition ANSWER a lancé un appel à des mobilisations de masse dans l'unité pour le 21 mars

2009 à Washington et dans d'autres villes, y compris Los Angeles, San Francisco, Chicago et Miami pour marquer six ans de guerre et d'occupation et pour rapatrier les troupes immédiatement (Bring the Troops Home Now). La déclaration fait aussi remarquer que l'autre coalition nationale contre la guerre, United For Peace and Justice (UFPJ) a lancé un appel à une semaine de mobilisation à Washington à la même période pour exiger l'arrêt immédiat de la guerre en Irak. (...)

Unité pour prendre les mesures d'urgence nécessaires pour répondre aux besoins urgents des travailleurs

Dans cette situation, l'AFL-CIO a raison de poser les exigences spécifiques de la classe ouvrière. Le temps est venu de mettre en œuvre un plan d'urgence de sauvetage des travailleurs et pas de Wall Street.

Voici quelques-unes des demandes qui pourraient faire partie des revendications :

- Mettre un coup d'arrêt au plan de sauvetage Paulson. Pas un sou de plus pour sauver Wall Street. Ce sont les travailleurs qu'il faut sauver, maintenant.
- Moratoire sur toutes les saisies immobilières, les coupures de gaz et d'électricité, les expulsions et les augmentations de loyer.
- Mise en œuvre de "Employee Free Choice Act" (la Loi sur la Liberté de choix pour les employés) pour que tous les travailleurs puissent se faire représenter par un syndicat.
- Arrêt des licenciements dans l'industrie automobile et les autres industries du pays.
- Arrêt des rafles de ICE et des reconduites à la frontière.
- Mise en œuvre d'un véritable

plan d'assurance maladie universelle fondé sur le salaire différé.

- En finir avec toutes les dépenses pour les guerres que les États-Unis mènent en Irak et en Afghanistan et retour de nos soldats maintenant. Réaffectation de tous les crédits de guerre pour la satisfaction des besoins humains.
- Mise en œuvre d'un vaste programme de travaux publics de reconstruction nationale pour reconstruire les écoles, les hôpitaux et les infrastructures de la nation qui tombent en ruine et pour redonner du travail à des millions de gens avec un salaire qui permette de vivre et le droit absolu de pouvoir se syndiquer ! Tous les fonds nécessaires doivent être donnés pour un véritable programme de reconstruction de la Côte du Golfe du Mexique.

Ce ne sont pas là des rêves en l'air. Ces exigences donnent une réponse urgente et immédiate aux profondes aspirations pour le changement que la majorité de la classe travailleuse a exprimées le 4 novembre.

Ce sont là les propositions soumises par le Comité national de Socialist Organizer.

Notre pays se trouve à un carrefour de son histoire ; il est plus que jamais urgent de forger la plus large unité d'action du mouvement ouvrier, des organisations des Noirs et des Hispaniques, des mouvements anti-guerre et autres mouvements sociaux de protestation pour arracher les mesures d'urgence nécessaires pour répondre aux besoins urgents de tous les travailleurs et de toutes les nationalités opprimées.

Un plan de sauvetage pour les travailleurs, Pas pour Wall Street !

Déclaration du 10 novembre 2008